

1616 P Street, NW
Suite 100
Washington, DC 20036
USA

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :
Sara Pace au + 1 202 3285044
pace@ncfap.org
Adeline Farrelly + 32 2 735 03 13
a.farrelly@europabio.org

Potentiel de développement de la biotechnologie en Europe

Selon une nouvelle étude, la biotechnologie permettrait d'augmenter la production alimentaire et d'en réduire les coûts.

Bruxelles 30 juin 2003 — Selon une étude détaillée publiée lors du Salon BIO 2003, la biotechnologie pourrait permettre de lutter contre les maladies et parasites qui endommagent les produits agricoles cultivés en Europe, engendrant ainsi une augmentation de la production alimentaire à des coûts inférieurs et une réduction de l'utilisation des pesticides.

Les trois études de cas élaborées par le NCFAP (*National Center for Food and Agricultural Policy*) révèlent que les végétaux cultivés par la biotechnologie peuvent permettre aux agriculteurs de récolter 7,8 millions de tonnes d'aliments supplémentaires et d'améliorer leurs revenus agricoles de plus d'1 milliard d'euros, tout en utilisant 9 700 tonnes de pesticides en moins.

« C'est la première fois qu'une étude permet d'expliquer les répercussions que pourrait avoir la biotechnologie en Europe », déclare Leonard Gianessi, directeur du programme pour le NCFAP, un organisme de recherche à but non lucratif basé à Washington. « Le potentiel en termes de répercussions n'avait pas encore été quantifié pour l'Europe », ajoute-t-il.

L'étude montre que les cultures comme le maïs Bt ou résistant aux insectes, planté actuellement en Espagne à petite échelle, présentent la possibilité d'augmenter les rendements d'1,9 millions de tonnes en Europe. Parallèlement, les cultures comme la betterave à sucre transgénique tolérante aux herbicides pourraient permettre de réduire fortement les coûts supportés par les agriculteurs et une pomme de terre résistante aux champignons, en cours de développement, pourrait permettre de réduire l'utilisation de pesticides de plus de 7 500 tonnes.

Inversement, si les agriculteurs européens ne souhaitent pas augmenter leur production globale, ils pourraient réduire la quantité des terres cultivées. « Nous avons découvert qu'une surface aussi grande que le Luxembourg ou que l'État de Rhode Island pourrait être retiré de la production sans aucune perte de production, grâce à l'augmentation des rendements générée sur la surface de production biotechnologique restante », explique Leonard Gianessi.

« Ces premières études de cas montrent que tous les pays sont susceptibles de tirer parti du développement des nouvelles variétés évaluées dans cette étude », ajoute-t-il.

Selon les premiers constats, les chercheurs du NCFAP affirment que la France connaîtrait la plus forte augmentation de production (2,6 millions de tonnes) et la plus importante évolution des revenus (265 millions d'euros). Elle serait suivie de près par l'Allemagne, dont les revenus agricoles enregistreraient une augmentation de plus de 200 millions d'euros. L'utilisation de pesticides serait également réduite, la plus grosse baisse étant prévue en Allemagne (2 800 tonnes en moins).

« Dans ces trois études de cas, la biotechnologie permet de lutter plus efficacement et à moindre coût contre les parasites ravageurs », affirme Gianessi.

La publication de ces trois études de cas sera suivie d'une nouvelle publication, l'année prochaine, par le NCFAP. L'étude complète sera composée de 15 études de cas sur des cultures de fruits, de légumes et d'autres grandes cultures pour lesquelles des solutions biotechnologiques visant à lutter contre les principaux problèmes de parasites sont en cours de développement en Europe.

Ces études de cas, qui ont été analysées par des spécialistes de la biotechnologie végétale de diverses institutions gouvernementales et universitaires européennes, constituent l'évaluation la plus complète du potentiel d'impact des cultures développées par la biotechnologie sur l'agriculture européenne. Les études de cas complètes sont disponibles sur le site Internet www.ncfap.org. Monsanto, Syngenta et BIO ont financé ce projet.

Le NCFAP (*National Center for Food and Agricultural Policy*) est un organisme de recherche privé voué au service public et à but non lucratif, basé à Washington D.C. Créé en 1984 dans le cadre de 'Resources for the Future', le centre est devenu un organisme indépendant en 1992. Les chercheurs du NCFAP réalisent des études dans quatre domaines de recherche : la biotechnologie, les pesticides, la politique agricole et alimentaire américaine et le développement et le commerce internationaux. ##